

En 1973, juste au moment de la première lune de miel des élections législatives, Mitterrand écrivait un livre, *Rose au poing*, dans lequel il assimilait nazisme et communiste : « J'avais vingt ans, dit-il, quand l'Europe fouettée à mort par Hitler, Mussolini, Franco, Staline, et rendue folle, avait sombré » (4). Mais Marchais, lui-même anticommuniste, n'avait pas vu là quoi que ce soit de choquant.

Jamais les « socialistes » n'ont caché, d'autre part, leur identité profonde avec les vues de Giscard sur « l'alternance » et la nécessité de créer un large parti réformiste pour équilibrer le PC. Mitterrand déclarait lui-même : « Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois peuvent voter socialiste ».

On n'a pas oublié, quand même, que Deferre a essayé, avant l'élection présidentielle de 1965, de rassembler une grande force avec Abelin, Lecanuet, Fontanet, JJ SS, Duhamel, tous ministres de Giscard aujourd'hui ou anciens ministres de Pompidou. Jules Moch qui, aujourd'hui trop voyant, a démissionné

(4) *Rose au poing*, Mitterrand, p.8

récemment du PS avait pour principal collaborateur à la police un jeune qui promettait en 1948, Raymond Marcellin. Ces gens-là n'ont donc jamais caché leur jeu et ils portent sur la figure le sens du combat qu'ils mènent.

Pourtant, le P«C» fait mine de tout découvrir. Mitterrand n'a cependant pas attendu le XXle congrès pour sortir en mai 74 son plan en six mois et en étapes, qui, déjà, remettait en cause le programme commun. Il a, à cette époque, promis qu'il tiendrait compte de l'état de l'économie capitaliste, c'est-à-dire qu'il avait déjà promis de gérer l'austérité avant les élections ! Dans le journal patronal *les informations*, il disait : « La progression des revenus qui sera négociée avec les partenaires sociaux s'inscrira globalement dans une croissance évaluée, dans un premier temps, à 4,5 % ou 5 % et qui ne sera accélérée qu'en fonction des capacités de l'offre » (29 avril 74). Concernant le blocage des salaires, il disait aussi : « Tout est un problème de durée du blocage et d'échelonnement des hausses de salaires. Et croyez-moi, sur ce dernier point, un gouvernement de gauche est seul capable de discuter de façon crédible avec les syndicats » (idem), ce qui est une ma-

nière de dire que seule la « gauche » peut faire accepter des sacrifices aux travailleurs. C'est aussi ce qu'attendait Marcellin, en votant Mitterrand aux présidentielles, qui disait tout haut ce que tout le monde pensait tout bas chez ces politiciens : « On ne redressera pas la situation économique en France sans un plan d'austérité, et on ne fera pas d'austérité sans une large adhésion populaire. Or la gauche est la seule à pouvoir obtenir une telle adhésion » (Le Monde, 15.05.75).

En bon social démocrate à la Brandt ou Golda Meir avec qui il est très lié, Mitterrand avait toujours pris soin de préciser qu'il n'est pas adversaire du capitalisme, il déclarait dans une interview à RTL le 16 avril 74 : « Je suis pour le profit, mais pas pour qu'il domine la société ». L'Huma du 17 n'en soufflait mot, évidemment ! Il affirmait, de même « pour l'essentiel, le tissu économique français restera formé d'entreprises privées : notre réussite dépendra de leur dynamisme » (Les Informations idem).

Mitterrand et sa bande n'ont donc jamais voulu faire de l'union de la gauche autre chose qu'un moyen habile pour imposer aux travailleurs une nouvelle gestion capitaliste une collaboration des

classes, à la manière du gouvernement « de gauche » d'après la guerre. Comment penser que des politiciens de leur niveau aient le moins du monde rompu avec leur classe pour laquelle ils proclament « un respect mutuel en dépit des antagonismes politiques », comme l'a dit Mitterrand à propos de Giscard ?

— Troisièmement, le P «C» F a, au contraire, fait concession sur concession à Mitterrand.

Il a présenté Mitterrand comme le défenseur du peuple, a tout fait pour sa victoire et lui a confié toute la direction en le couvrant d'éloges.

Ils avaient réduit leur revendication du SMIC de 1500 à 1200 F, pour ne pas gêner Mitterrand. Séguy, le premier mai, faisait une périphrase gênée pour expliquer cette trahison : « Ce sera un pas vers les 1500 F. de ressources salariales » (Huma, 2 mai). Les traitres avaient donné des gages et le même Séguy annonçait, le 25 avril : « La gauche peut avoir l'assurance que nous saurons tenir compte, en syndicalistes responsables, des réalités économiques, et par conséquent de l'étendue mais aussi des limites des possibilités sociales qui en découlent » le même Séguy qui clame aujourd'hui qu'il ne faut pas faire payer la crise aux travailleurs, avait déjà accepté l'austérité, pendant les élections !!

Quand Mauroy, socialiste de Lille, déclarait le 26 avril : « Les travailleurs savent que tout n'est pas possible », l'Huma, comme un écho allait répétant : « Tout n'est pas possible tout de suite, c'est pourquoi la gauche propose... la mise en place progressive des réformes nécessaires » (27.04.74). Marchais disait : « Ferois nous tout d'un coup ? Ce n'est pas dans la conception réaliste de la gauche unie. D'ici à 1976, la mise en œuvre d'un plan d'action... permettra d'arracher la France du bourbier » (article au Monde, 20 avril).

Les penchants de Mitterrand ne datent pas d'hier.

Dans le gouvernement Mendès en 54, avec Edgar Faure, Claudius Petit, Chaban... (de gauche à droite)

